



## **POUR RAPPEL: QUI SOMMES-NOUS ET QU'AVONS-NOUS FAIT?**

Nous sommes socialistes, militant.e.s ou mandataires. Nous avons fondé « Groupons-nous et demain » voici exactement 4 mois, nous comptons plus de 800 signataires et nous sommes toujours en colère, donc nous continuons.

Nous continuons parce que nous croyons, à la suite de Jaurès, qu'aller à l'idéal se fait en passant par le réel. Dans le réel, nous avons vu notre parti prendre des mesures radicales de sanctions ou d'exclusions, et de réforme de ses pratiques. Ce n'est pas allé assez loin? Nous sommes une majorité à le penser au sein de Groupons-nous et demain. Mais c'est aussi cela faire de la politique. S'engager pour faire basculer la décision et puis défendre loyalement le compromis adopté à l'issue d'un processus démocratique.

Alors dans le réel nous continuons. Tout l'été, le débat s'est poursuivi afin d'aider notre Parti socialiste à devenir plus rouge, plus vert, plus horizontal et désormais aussi plus européen. Nous nous sommes réuni.e.s en plénière en juillet, nous avons « e-débatu » en août et depuis le début du mois du septembre, nous sommes pleinement investi.e.s dans le processus du Chantier des idées. Aujourd'hui, nous appelons le Parti socialiste à accueillir, avec toute la fraternité et l'ouverture d'esprit qui le caractérisent, les conclusions de Groupons-nous-et-demain. Celles-ci font fi des contingences électorales ou médiatiques.

Notre mouvement continue son action au-delà de ce chantier. Loin du bruit médiatique et des échéances électorales, nous creusons le sillon d'un PS plus rouge, plus vert, plus horizontal et plus européen.

Vous trouverez ci-dessous le résultat de nos groupes de travail de ces trois derniers mois. Il est une modeste contribution, parmi d'autres, au Chantier des idées. Il a été démocratiquement débattu, amendé et approuvé lors d'une assemblée générale le samedi 14 octobre 2017 à la Maison du Peuple de Braine-l'Alleud.

#grouponsnousetdemain #oncontinue #vousaussi?

## **LIBERTÉ, ÉGALITÉ, SOLIDARITÉ**

« Groupons-nous et demain » adhère aux valeurs de la Charte de Quaregnon même si celle-ci doit être actualisée pour répondre aux enjeux et défis du 21<sup>e</sup> siècle et du futur de l'humanité. Nous estimons que la lutte des classes reste un élément fondamental de la réflexion, de l'engagement et de l'action des socialistes pour un monde plus juste face au capitalisme et au néolibéralisme omniprésents et agressifs.

Nous sommes révolté.e.s, d'abord et surtout, par l'état de ce monde, par ses régressions sociales, environnementales et démocratiques qui exigent des choix collectifs radicalement différents.



Nous sommes révolté.e.s ensuite par le champ de ruines qu'est devenue notre démocratie belge en raison de l'irresponsabilité de quelques-un.e.s. Quel spectacle, la politique réduite à un huis clos médiatico-égotique, la violence des mots, la haine à l'égard des élu.e.s. et le découragement de celles et ceux qui s'engagent pour faire progresser leur idéal.

Nous sommes lucides sur les erreurs du Parti socialiste mais nous refusons l'approche médiatique qui ne cesse de réduire le socialisme à la lutte pour son leadership. Le socialisme est bien autre chose que cette écume du pouvoir. Il est un idéal profond et c'est au service de celui-ci que nous continuons.

Les membres de Groupons-nous et demain ont souhaité repartir des valeurs et du projet de société socialiste, celui-ci devant permettre en tous temps et en toutes circonstances davantage de justice sociale, d'éthique politique, d'émancipation des individus, de respect pour la planète et les générations futures, de participation citoyenne, d'inclusion sociale, d'intégration européenne et de solidarité internationale.

## **POUR UN PARTI SOCIALISTE PLUS ROUGE**

Dans la lutte contre les excès du capitalisme pour une meilleure redistribution des fruits de la richesse et un accès universel au développement d'activités et de bien-être, Groupons-nous et demain demande au Parti socialiste d'élever en priorité absolue l'égalité entre les femmes et les hommes, qui devrait être au cœur de chacun des chapitres du Chantier des idées. À cet égard, nous demandons au Parti socialiste d'adopter l'écriture inclusive dans toutes ses communications écrites, à commencer par le texte du Chantier des idées et du Manifeste.

Notre action en tant que socialistes doit notamment se décliner par les mesures suivantes:

- Introduction de l'individualisation des droits sociaux.
- Introduction d'un congé consécutif à la naissance ou à l'adoption d'un enfant obligatoire pour les deux parents et d'une durée équivalente, sans déduction des congés pris durant la grossesse, avec maintien de l'intégralité du revenu. Allongement de la durée de ce congé consécutif à la naissance ou à l'adoption.
- Suppression du caractère médical du congé d'allaitement.
- Sortie de l'interruption volontaire de grossesse du Code pénal et amélioration des conditions d'accès et d'accompagnement de l'IVG.
- Accessibilité universelle au milieu d'accueil de la petite enfance garantie, quelle que soit la situation des parents.
- Réforme en profondeur du système des pensions du premier pilier par l'introduction, à partir de 2040, d'une allocation-retraite universelle, le montant ne devant dépendre ni du statut, ni de la durée de carrière, ni du montant des rémunérations perçu pendant la carrière, le caractère assurantiel étant par essence défavorable aux plus faibles en général, et aux femmes en particulier.



- Garantir le bien-être de nos aîné.e.s notamment en veillant à l'accessibilité et la qualité des lieux de vie (maisons de repos et de soin, logements groupés, résidences services, services à domicile etc.)
- Introduction d'une assurance autonomie obligatoire pour les aîné.e.s.
- Respect strict, pendant toute la durée de l'obligation scolaire, de l'obligation d'un accueil extrascolaire gratuit et interdiction effective des devoirs à domicile à l'école primaire.
- Obligation d'introduire les modules d'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (EVRAS) dès la fin de l'école primaire.
- Obligation d'organiser des cours d'éducation physique et sportive mixtes dans l'enseignement obligatoire et surtout dans l'enseignement secondaire.
- Suppression des cours de religion au profit d'un cours d'histoire des religions et d'un cours de philosophie et de citoyenneté.
- Introduction d'un cours d'éducation critique à l'utilisation d'internet et de communication non violente.

Groupons-nous et demain se réjouit de plusieurs propositions innovantes et volontaristes visant à lutter contre les inégalités, en particulier les propositions de réduction collective du temps de travail, d'impôt sur la totalité des revenus et d'augmentation des allocations sociales au-dessus du seuil de pauvreté.

Par ailleurs, Groupons-nous et demain se réjouit de la proposition issue du Chantier des idées de relancer la lutte pour l'extension du suffrage universel en créant un nouveau type d'entreprises fondées sur le principe d'une obligation pour le gouvernement de l'entreprise de disposer de la confiance (50 % des voix plus une) d'une représentation des investisseur.euse.s en travail dans les assemblées générales des entreprises, à parité avec la représentation des investisseur.euse.s en capital. Groupons-nous et demain exige évidemment que ceci se fasse par l'intermédiaire des organisations syndicales afin d'éviter tout déforçement de celles-ci.

Nous accueillons également favorablement la proposition d'introduire systématiquement les clauses sociales et environnementales dans les marchés publics. À cet égard, il nous paraît utile de créer des administrations régionales des marchés publics, qui, pour pallier le manque de moyens des collectivités locales, centraliseront les demandes et apporteront leur expertise dans la rédaction des cahiers des charges, l'évaluation et le suivi de l'exécution des marchés.

Nous plaidons, comme le propose le document issu du Chantier des idées, pour la suppression de la publicité sur les chaînes de radio et de télévision publiques et pour l'introduction d'un impôt sur le grand patrimoine. La tension salariale limitée à un rapport de un à quinze nous paraît aller dans la bonne direction, mais nous souhaitons aller plus loin en la limitant à un rapport de un à dix dans les entreprises privées et de un à cinq dans les entreprises et administrations publiques ou les entreprises dont l'actionariat est public à au moins 90%.



En tant que mouvement de gauche, le Parti socialiste ne peut pas, comme le propose le projet de nouveau Manifeste, lier la redistribution des richesses au mérite ou à l'utilité sociale.

Inversement, Groupons-nous et demain souhaite inscrire la notion de responsabilité collective du chômage et demande au Parti socialiste de se battre pour que toute personne en recherche d'emploi se voit proposer une solution dans un délai de six mois après son inscription à un service public d'emploi, conformément à l'esprit de l'article 23 de la Constitution qui garantit le droit au travail. La lutte pour le plein emploi doit désormais se baser sur le postulat selon lequel le chômage n'est pas une culpabilité individuelle mais est au contraire une responsabilité collective. Groupons-nous et demain plaide donc pour un changement radical de paradigme sous la forme d'une "Garantie emploi pour tous". Sur le modèle de ce qui a été fait à Bruxelles pour les jeunes et qui fait spectaculairement ses preuves, Groupons-nous et demain appelle le Parti Socialiste à garantir une solution (un emploi, une expérience professionnelle formatrice ou une formation professionnelle) à chaque citoyen.ne en recherche d'emploi. À l'heure de l'économie digitale et de l'économie de la connaissance, Groupons-nous et demain demande au Parti Socialiste de confier aux services publics d'emploi les ressources nécessaires afin d'investir dans la seule matière première dont dispose la Belgique: la matière grise des travailleuses et travailleurs.

Pour ce qui concerne l'accès au logement, Groupons-nous et demain souhaite l'application généralisée d'un encadrement des loyers et d'une mise à jour des cadastres.

La généralisation des testings pour identifier et prévenir les discriminations dans l'accès au logement, aux lieux de loisir, aux soins ou à l'emploi est également mis en avant par Groupons-nous et demain!

Enfin, la volonté de « plus rouge » ne doit pas ignorer les principes économiques de base. Aussi, certaines propositions issues du Chantier des idées nécessitent une réflexion approfondie afin d'éviter des effets pervers plus importants que l'effet bénéfique recherché, nous pensons, par exemple, aux propositions 5 (interdiction des licenciements collectifs dans les entreprises qui génèrent des bénéfices ou distribuent des dividendes), 7 (obligation de réserver 10% de ses bénéfices à la philanthropie), et 102 (bonus social généralisé).

## **POUR UN PARTI SOCIALISTE PLUS VERT**

Le combat pour la préservation de la planète et de la qualité environnementale pour tou.te.s, contre le changement climatique et la dégradation de l'environnement et en faveur d'un accès à une alimentation saine pour tou.te.s doit être le moteur du Parti socialiste. La lutte contre les inégalités et les discriminations ne saurait en effet se gagner sans mener la lutte contre les inégalités et les discriminations environnementales.

Il nous paraît essentiel de fixer un cap clair et mesurable vers lequel toutes les politiques publiques doivent être orientées.



Le premier cap que nous proposons est celui de la neutralité en carbone à l'horizon 2040, pour chaque région et chaque ville de plus de 20.000 habitant.e.s. Pour rencontrer cet objectif, toute une série de mesures transversales sont à mettre en œuvre, comme l'interdiction de l'air conditionné dans les immeubles nouveaux ou à rénover, tant dans les logements publics que dans les immeubles de bureaux, les critères d'immeuble ou d'habitation à basse énergie devant être d'application stricte. Nous plaillons également pour l'obligation d'obtenir un certificat PEB A, B ou C avant toute (re)mise en vente ou à la location d'un logement à l'horizon 2040, avec des aides publiques tenant compte des revenus des bénéficiaires, ciblant certaines catégories d'immeubles pour la mise en conformité. Nous souhaitons également des aides publiques pour favoriser la production individuelle d'énergie.

Pour ce qui concerne l'accès à une alimentation saine, nous proposons l'introduction de clauses d'alimentation saine et d'un seuil minimal de production locale et biologique dans les marchés publics relatifs à la restauration collective, ainsi que l'imposition d'une alternative végétarienne dans tous les marchés de plus de 400 couverts. Les pouvoirs publics doivent également favoriser davantage les exploitations bio en réorientant les subventions vers les exploitations respectant les critères de la production bio, durable et respectueuse des droits des animaux, mais aussi vers le soutien à l'emploi agricole (l'agriculture urbaine durable et locale représente un réel gisement d'emplois de qualité) et la recherche en agrochimie verte. Enfin, afin de favoriser l'accès à une alimentation saine et de soutenir le secteur, nous proposons l'introduction de chèques-alimentation-bio pour les usagers du CPAS.

Nous proposons, par ailleurs, une plus grande vigilance au niveau européen face à la malbouffe. L'Europe a interdit les ampoules à incandescence, il ne serait, dès lors, pas inutile d'interdire la vente de produits contenant certaines teneurs ou substances alimentaires nocives dans son espace territorial (par exemple les nitrates ou les nitrites).

Le second cap que nous proposons est celui de la consommation-pour-une-seule-planète à l'horizon 2050. La croissance économique, si elle n'a pas de limites sur les plans technique et monétaire, doit en avoir sur le plan environnemental. Aujourd'hui, les populations consomment plus que ce que la terre est capable de produire. L'objectif est donc de limiter la consommation afin de ne pas dépasser les capacités de production de la planète, dans le but de ne pas hypothéquer la qualité de vie des générations futures. Notre objectif est de fixer, au plan international, un Traité de limitation de la production mondiale à l'horizon 2050, par analogie à l'Accord de Paris sur le changement climatique.

Pour ce qui concerne la mobilité, l'objectif est d'investir massivement dans l'accès à la mobilité douce, en particulier dans des alternatives à l'automobile, dont il est intolérable de minimiser les effets dramatiques sur la santé publique (oxydes d'azote (NOx) et bruits). Groupons-nous et demain souhaite également placer la mobilité dans une logique de planification urbaine et de développement économique, en regroupant les besoins de mobilité autour de pôles de vie (logement, travail, écoles, loisirs). Groupons-nous et demain plaide pour la suppression de la voiture de société en tant qu'avantage salarial, au profit d'un budget-mobilité pour l'ensemble des travailleur.euse.s du pays, par lequel ils et elles pourraient accéder à tous les moyens de transports collectifs ou partagés, à la carte selon



leurs besoins. Par ailleurs, nous plaçons pour la gratuité de l'accès aux transports publics, à minima pour les étudiant.e.s, les personnes en recherche d'emploi, retraitées ou en incapacité de travail.

Afin de limiter les besoins de mobilité, nous plaçons pour la mise en place d'un éventail de mesures visant à favoriser le travail à domicile, de même que des solutions d'administration en ligne.

Enfin, nous insistons pour une application stricte d'une politique inclusive de mobilité favorable aux personnes moins valides et pour des investissements massifs et sans délai dans l'accès aux personnes moins valides tant dans les transports publics que dans l'espace public, ou encore dans l'accès aux services publics.

## **POUR UN PARTI SOCIALISTE PLUS HORIZONTAL**

Aujourd'hui, et nous nous en réjouissons, le rapport au savoir est devenu horizontal et participatif. Ceci se passe dans une économie du partage où les entreprises se libèrent et se démocratisent dans des espaces où l'on co-crée, co-fabrique et co-décide. La prise de conscience environnementale a permis à de nombreux.ses citoyennes et citoyens de comprendre que l'addition des changements de comportements fera la différence.

Groupons-nous et demain regrette particulièrement le manque d'intérêt porté par le Parti Socialiste à la nécessité d'« horizontaliser » son mode d'action. Les propositions du Chantier des idées en la matière sont insuffisantes.

Il incombe donc au Parti socialiste d'horizontaliser son action selon au moins deux axes.

D'une part, le PS doit utiliser les leviers étatiques afin de soutenir toutes les initiatives citoyennes et associatives locales, régionales, nationales ou internationales cohérentes avec son projet et ses valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité, de solidarité et de démocratie. Par conséquent, Groupons-nous et demain demande au PS de se considérer d'abord et avant tout comme un allié des citoyen.ne.s désireux.ses de construire un monde plus juste. Il utilisera les moyens dont il dispose (budgets, normes, infrastructures, écho médiatique) pour soutenir les leviers que constituent les collectifs des citoyen.ne.s engagé.e.s dans le monde associatif ou l'action syndicale. Ceci devrait se faire non à titre symbolique mais de façon structurelle et systématique. À titre d'exemple, citons la mise à disposition d'espaces et d'infrastructures aux initiatives citoyennes (potagers partagés ou coopératives bio) ou de solidarité internationale (initiatives de solidarité nord sud ou d'accueil de réfugié.e.s); le soutien à toutes les formes de finance alternative (de NewB à toutes les formes de monnaies alternatives en passant par le crowdfunding) issues des citoyen.ne.s ou encore le financement public systématique de toute forme d'entrepreneuriat social, environnemental ou culturel. À ce titre, il serait souhaitable que le PS défende le vote d'une loi d'expérimentation sociale sur le modèle français autorisant des régimes différenciés afin de favoriser l'innovation sociale avec et au départ des services publics. Dans le même esprit, Groupons-nous et demain demande de cesser de parler de bonne « gouvernance » et de remplacer ce terme par celui de saine « démocratie ».



D'autre part, Groupons-nous et demain demande également au PS de se mettre en cohérence avec cette vision optimiste de l'action citoyenne en faisant radicalement évoluer ses propres pratiques démocratiques internes. Le PS doit améliorer radicalement son mode de fonctionnement interne afin de se rendre à nouveau attractif vis-à-vis des idéalistes et des motivé.e.s, et en particulier des jeunes, qui ne peuvent désormais imaginer s'engager dans un mouvement politique sans disposer de la garantie que leur point de vue, leur propositions et leurs actions de terrain seront soutenus avec sincérité et efficacité. À titre d'exemples, nous souhaitons:

- Une démocratisation complète du fonctionnement interne sous la forme d'un respect effectif d'une démocratie saine (délais suffisants pour prendre connaissance des propositions de décisions, délais suffisants et transparents lors des appels à candidatures, interdiction du vote à mains levées et élargissement des conditions d'éligibilité pour toutes les élections internes).
- L'utilisation des outils démocratiques digitaux modernes permettant le partage de l'information, la consultation en ligne, voire, dans certains cas, la prise de décisions.
- La création effective d'un forum militant transversal et thématique. S'il est vrai que nous sommes encore 90 000 membres, il incombe alors de permettre à ces militantes et militants de se regrouper de façon thématique et non uniquement géographique.
- L'organisation d'une véritable campagne d'adhésion militante à prix démocratique au départ de sections PS d'entreprise.
- L'instauration de la stricte parité de genre comme norme dans tous les organes représentatifs et décisionnels, qu'ils soient internes au parti ou dans les lieux où le parti est représenté et ce dans les exécutifs à tous les niveaux de pouvoir auquel le PS participe.
- L'octroi de congés politiques pour toutes les professions publiques et privées. Pour ce faire, un fond de solidarité sera alimenté afin que les employeurs, publics et privés puissent procéder au remplacement du salarié en congé politique.
- Afin d'assurer une alternance dans l'exercice de mandats exécutifs, instaurer la règle d'au maximum deux mandats consécutifs dans la même fonction, sans qu'aucune dérogation ne soit possible.

De façon générale, Groupons-nous et demain demande que les réformes de politique publiques se fassent systématiquement en consultant les personnes concernées par les mesures. À titre d'exemple, nous citons le Pacte d'excellence pour lequel le corps enseignant n'a pas été suffisamment consulté.

## **POUR UN PARTI SOCIALISTE PLUS EUROPÉEN**

### **Nous sommes européen.ne.s!**

Nous voulons décliner nos objectifs d'un PS plus rouge, plus vert, plus horizontal par une action politique plus forte au niveau européen. Nous voulons que le PS se projette clairement dans cette dimension qui oriente déjà nos réalités quotidiennes. Si nous voulons



changer l'Europe, en arrêtant l'austérité qui fait des ravages, nous voulons affirmer haut et fort que nous aussi, nous sommes européen.ne.s.

Nous ne voulons pas laisser l'idéal européen et la relance de l'Union européenne aux seules forces libérales ou conservatrices. Ce n'est pas en changeant de place quelques pots de l'étagère Europe que tous les européen.ne.s s'y retrouveront. Nous sommes européen.ne.s car nous voulons défendre et protéger tou.te.s les citoyen.ne.s, du nord au sud et d'est en ouest, sans laisser personne au bord de la route ou laisser les plus faibles se noyer en Méditerranée.

### **Un discours européen de gauche**

L'Europe doit être une dimension transversale pour le PS. Elle intervient directement ou indirectement sur plusieurs matières objets du Chantier des idées du PS belge. C'est donc bien la visibilité de la présence européenne à travers des actions déterminées qui manque ainsi que l'intention progressiste du projet européen. L'initiative d'une discussion globale à l'échelle européenne et sa promotion pour que ça se sache est essentielle. Le PS doit avoir un discours européen de gauche et affirmé. Ce discours doit inclure un volet de politique extérieure de l'Union européenne.

Si le développement d'une offre de services publics ou la diminution du temps de travail demeurent des enjeux de premier plan, il s'agit non seulement de réinventer des contenus, mais aussi de changer d'échelle. Concrètement, il s'agit de s'inscrire délibérément dans un cadre européen. Si des normes doivent être changées, ayons le réflexe de le faire au plan européen afin que ce changement se fasse dans la durée et qu'il puisse toucher tou.te.s les européen.ne.s.

### **Recherchons des allié.e.s avec *Progressive Caucus***

On ne peut être indifférent.e à une Europe considérée trop libérale et se replier sur son pays ou sa région. Le PS doit pouvoir apporter des orientations face aux problèmes du XXI<sup>e</sup> siècle. Nous devons, pour ce faire, trouver des allié.e.s afin de répondre efficacement au rapport de forces existant au plan européen. Parce que nous sommes ambitieu.x.ses pour nos idées et pragmatiques pour atteindre nos objectifs, nous préconisons de rejoindre la dynamique de *Progressive Caucus*, qui rassemble déjà autour de Député.e.s européen.ne.s socialistes, des député.e.s écologistes et des élu.e.s de la gauche radicale. Nous souhaitons que le PS, très officiellement, affirme son soutien à cette démarche, qui va contribuer à renforcer la *Left Wing* au sein du Parlement européen, la seule assemblée où tou.te.s les citoyen.ne.s européen.ne.s sont représenté.e.s.

### **D'urgence, un Congrès des socialistes européen.ne.s**

Si nous voulons un PS plus rouge, nous voulons aussi susciter une plus grande cohérence de notre famille politique au plan européen. C'est pour cette raison qu'il est grand temps que Le Parti socialiste prenne une initiative pour convoquer un grand Congrès des socialistes, des sociaux-démocrates et des travaillistes européen.ne.s pour une franche discussion afin





de clarifier les choix stratégiques. Il est grand temps de rebâtir une maison socialiste et social-démocrate européenne plus cohérente.

Nous voulons un PS plus horizontal, soyons-le « sans frontières ». Le PS doit avoir un discours européen plus offensif et plus clair. Comme la mondialisation se construit à partir de blocs régionaux, il faut pouvoir se positionner pour une Europe où le développement économique et social s'arrime dans la perspective du développement durable. Ce choix européen est cohérent avec notre volonté de construire un PS plus vert.

### **Des mesures concrètes maintenant plutôt qu'un Traité**

Au lieu de promettre un grand traité social, il est plus prometteur de proposer une panoplie de mesures de progrès social dont, par exemple, la création d'une allocation chômage européenne, d'une agence européenne d'inspection du travail ou l'introduction d'une « règle d'or pour l'investissement social », permettant d'exclure certaines dépenses sociales du calcul du déficit public ou de fixer des seuils minima d'investissements sociaux. Parallèlement, la lutte contre le dumping social, le rapprochement des fiscalités qui pèsent sur l'activité économique et l'effort pour penser une redistribution efficace face à la financiarisation du capitalisme doivent demeurer des priorités et être promues par un combat continu, tenace et déterminé.

Nous voulons que le PS défende plus clairement un Nouveau Contrat Social Européen avec la participation active des partenaires sociaux. Un contrat social européen novateur ayant, entre autres, comme grands chapitres: l'emploi, les salaires — que les partenaires sociaux doivent négocier de façon autonome — les retraites, les allocations de chômage, l'éducation, la formation et la santé. Partout en Europe un même constat inquiétant, celui du délitement des liens sociaux et de la montée de l'isolement, le chacun pour soi. Face à ce constat, nous défendons des valeurs de citoyenneté, de fraternité, de convivialité, de tolérance et de solidarité entre tou.te.s les européen.ne.s. Pour cette raison, nous voulons que fort de son histoire sociale, le PS prenne l'initiative pour que les élu.e.s de la gauche européenne renforcent leurs liens avec les acteurs sociaux.

### **Une stratégie avec les syndicats et la société civile européenne**

Nous voulons développer une stratégie proactive avec la Confédération européenne des Syndicats dans le respect et l'autonomie de chacun. Nous voulons que le PS participe à une force structurée qui rassemble tous les acteurs sociaux, les ONG, les *think tanks* progressistes pour faire contrepoids au capitalisme financier européen qui inocule le néo-libéralisme dans les sphères européennes.

Le PS doit investir la dimension européenne et ne pas se contenter d'organiser des colloques ou de seulement évoquer l'Europe lors des élections. Le PS doit soutenir la société civile qui agit au plan européen pour plus de justice sociale plutôt que de ronronner ou d'essayer de trouver des compromis sur des paragraphes de textes qui seront balayés par la Droite européenne.



## Des priorités européennes qui rassemblent

Si nous voulons un PS plus rouge, nous partageons les accords intervenus au sein de la dynamique « *Progressive Caucus* » à savoir qu'au niveau européen, l'on puisse:

- Assurer la prééminence des droits sociaux, de l'éducation et de la négociation collective sur la libre circulation des capitaux.
- Faire respecter la règle « à travail égal, salaire égal » pour tou.te.s les salarié.e.s sur un même lieu de travail.
- Définir une politique européenne commune sur la question des réfugié.e.s et de l'asile avec une approche fondée sur la solidarité et les valeurs humanistes.
- Ouvrir des routes migratoires sûres et légales pour les migrant.e.s et les réfugié.e.s et promouvoir leur intégration sociale en proposant un plan d'investissement européen axé sur l'éducation et le logement.
- S'attaquer aux défis posés par le progrès technologique, la robotisation et l'uberisation du travail comme par exemple la mise en place de la protection sociale pour les auto-entrepreneur.e.s et la redistribution des richesses créées par les nouvelles technologies.
- Établir un revenu minimum garanti et une assurance chômage commune.
- Promouvoir une véritable égalité des genres au travail et dans tous les aspects de la vie quotidienne; rendre la parité obligatoire dans toutes les politiques de l'Union.
- Adopter une approche plus transversale pour répondre aux besoins des personnes vulnérables.

## De l'action pour la transition écologique

Parce que nous voulons un PS plus vert, nous sommes convaincu.e.s que le développement durable ne se réduit pas à l'intégration de l'environnement dans des politiques sectorielles. Cela suppose la transversalité, notamment en ce qui concerne l'équité et l'intégrité écologique comme conditions.

Sans une gouvernance appropriée à diverses échelles, y compris à celle de la planète, il est difficile de voir comment une réelle transversalité pourrait être atteinte.

L'action de l'Europe doit être accentuée en terme d'investissements massifs dans le durable, l'écologique et dans un plan d'éradication volontariste de toutes les sources de pollution, en premier lieu les énergies fossiles, en faveur d'énergies plus vertes et durables.

Toutes les municipalités et les services publics européens doivent donner l'exemple au profit de carburants alternatifs et ainsi être le moteur puissant de la transition encouragée en cela par une politique européenne volontariste.

## Appliquer partout la Mission sociale de l'Union européenne

Si nous voulons un PS plus vert, nous partageons les accords intervenus au sein de la dynamique « *Progressive Caucus* ». Cela vise notamment:



- La mise en œuvre d'un plan de transition écologique pour l'Europe comprenant certains grands principes: une transition énergétique basée sur des objectifs et des instruments permettant de mettre en œuvre l'économie d'énergie, l'efficacité des ressources et les énergies renouvelables ; une politique européenne de réindustrialisation utilisant le potentiel de l'économie circulaire et des emplois de qualité dans le cadre d'une économie neutre en carbone ; la réforme des règles économiques et fiscales afin de développer des économies à faible émission de carbone à l'aide d'instruments tels que la taxe sur les transactions financières, l'ajustement carbone aux frontières ou bien des taxes sur les activités ayant un coût environnemental élevé.

Nous sommes favorables à une réforme profonde de la politique agricole commune afin de réduire radicalement l'utilisation des produits chimiques tout en assurant une agriculture et une production alimentaire équitable et soutenable, notamment en réinvestissant dans l'emploi agricole correctement rémunéré et en soutenant les exploitations locales à dimension familiale.

Nous soutenons l'application stricte du principe de précaution dans la réglementation des activités commerciales afin de garantir la santé humaine, les écosystèmes ainsi que la préservation des biens communs et l'aide à la formation pour les travailleur.euse.s licencié.e.s encourageant le développement des compétences numériques ou de toute autre activité ayant un faible coût carbone.

Si nous voulons un PS plus horizontal, soyons audacieux.se.s pour nos idées. Au lieu de promettre tous les cinq ans les grands soirs, que la famille socialiste défende l'idée que « la mission sociale de l'Union européenne doit s'exprimer dans tous les domaines d'activité de l'Union comme une véritable politique horizontale ». Nous partageons les accords intervenus au sein de la dynamique « *Progressive Caucus* », qui visent des objectifs très concrets à savoir :

- Le fonctionnement institutionnel de l'Union économique et monétaire nécessite une transformation profonde afin d'assurer plus de légitimité démocratique. Tous les processus décisionnels dans les domaines économiques et budgétaires doivent être rendus plus transparents. Ils doivent être soumis à un strict examen parlementaire, en évitant le double écueil de la gouvernance technocratique et des méthodes intergouvernementales.
- Une législation efficace qui protège les lanceu.se.rs d'alerte constituera une étape essentielle pour garantir la protection de l'intérêt général face aux intérêts particuliers.
- Les activités des lobbyistes et des groupes d'intérêts organisés devraient être rigoureusement et régulièrement contrôlées.
- Afin de partager de nouvelles pratiques constitutionnelles, nous devons mettre en place plus de démocratie participative en impliquant les citoyen.ne.s de l'UE et le Parlement européen.



**#GrouponsNousEtDemain!**

Plus rouge, plus vert, plus horizontal

[GrouponsNousEtDemain.be](https://GrouponsNousEtDemain.be)

Parce que nous voulons un PS plus rouge, plus vert et plus horizontal, nous voulons aussi un PS plus européen.